



Appel à la grève illimitée des professionnels de la santé du secteur privé

Dès le 15 septembre 2021

Par [Syndicat Liberté Santé](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2021

[Communiqué du Syndicat Liberté Santé](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Le 12 juillet 2021, Emmanuel Macron, trahissant ses promesses, engageait les institutions législatives en annonçant une «obligation vaccinale» pour les soignants, et en étendant le passe sanitaire pour les actions du quotidien.

La loi du 5 Août 2021, incluant tous les professionnels de la santé, et ratifiée par les deux assemblées en marche forcée, sur la base d'éléments scientifiques douteux, est venue confirmer le délitement de la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs.

Nous soignants, et acteurs des soins, rassemblés dans le Syndicat Liberté Santé (SLS), rappelons qu'aucun individu, pas même le Président de la République, aucun groupe d'individus, serait-ce l'Etat, ne peut disposer du corps d'autrui.

Nous rappelons avec la Loi Kouchner de 2002, que le patient doit avoir un consentement libre et éclairé des actes et traitements qui lui sont proposés.

Nous rappelons qu'il est de notre devoir de n'exercer aucune pression, ni aucune discrimination à l'égard des personnes vulnérables que nous accompagnons.

Nous nous opposons à cette entreprise d'intimidation, qui vise à forcer les consciences et violer les corps.

Le SLS appelle à la grève l'ensemble des professionnels de la santé libéraux et salariés du secteur privé

Du fait de la jeunesse du SLS, nous ne sommes pas en mesure d'appeler à la grève le secteur public, nous exhortons les syndicats historiques à nous rejoindre dans cette lutte, pour ne pas laisser les salariés du secteur public dans l'impossibilité de défendre leurs droits fondamentaux.

Partout en France, les soignants défendent le droit de disposer de leur corps.

Face à cette réalité, de nombreux établissements envisagent de retarder l'obligation vaccinale.

Nous ne nous satisferons pas de demi-reculade ou de délais supplémentaires.

Nous sommes chaque jour plus nombreux et déterminés jusqu'à l'obtention du retrait de l'obligation vaccinale des professionnels de la santé ET du retrait de l'obligation de présentation d'un passe pour l'ensemble des services et établissements de santé, sociaux et médico-sociaux.

Syndicat-Liberte-Sante.com

La source originale de cet article est [Communiqué du Syndicat Liberté Santé](#)
Copyright © [Syndicat Liberté Santé](#), [Communiqué du Syndicat Liberté Santé](#), 2021

Articles Par : **[Syndicat Liberté Santé](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca